

TABLE DES MATIÈRES

Les auteurs	7
Introduction générale	9
TITRE 1. UNE GÉNÉALOGIE DU DROIT DE L'ENTREPRISE	11
Chapitre 1. De nouvelles pratiques.....	11
Chapitre 2. De nouveaux discours.....	13
TITRE 2. UN ESSAI DE SYSTÉMATISATION DU DROIT DE L'ENTREPRISE	15
Chapitre 1. Les concepts clés de la philosophie économique libérale....	15
Chapitre 2. La transposition des concepts clés de la philosophie économique libérale dans l'ordre juridique : le droit de l'entreprise.....	17

PARTIE I HISTORIQUE ET PRINCIPES GÉNÉRAUX

TITRE I HISTORIQUE

Chapitre 1 L'Antiquité.....

29

Section 1. Rareté des institutions commerciales antiques ayant survécu jusqu'à nous..... 29

Section 2. Émergence de certaines préoccupations encore présentes à l'heure actuelle..... 30

Section 3. Influence indirecte mais vivace du droit romain sur le droit positif actuel..... 32

Chapitre 2 Le Haut Moyen Âge (v^e-x^e siècles).....

35

Section 1. Les raisons politiques : l'écroulement de l'Empire romain d'Occident et l'avènement de la féodalité..... 35

Section 2. Les raisons religieuses : l’empreinte de l’Église sur les esprits et le mépris chrétien du lucre	36
Chapitre 3	
Le Bas Moyen Âge (x^e-xv^e siècles)	
Section 1. Développement urbain et essor du capitalisme	42
Section 2. Innovations juridiques favorables au développement du commerce	46
§ 1. Les mécanismes juridictionnels institués à l’occasion des foires.....	46
§ 2. L’invention de la faillite.....	48
§ 3. Les corporations.....	49
§ 4. La société en commandite ou les premiers pas de la responsabilité limitée.....	50
§ 5. Le secret des affaires.....	51
§ 6. Les premiers pas du droit commercial en tant que droit professionnel.....	52
Chapitre 4	
Les Temps Modernes (xv^e-xviii^e siècles)	
Section 1. Les découvertes géographiques	57
Section 2. Fin de l’alliance entre le capitalisme et le mouvement communal	59
Section 3. L’essor de la finance	60
Section 4. L’intervention publique dans l’économie : nouveaux développements	62
§ 1. Le mercantilisme.....	62
§ 2. L’intervention directe de l’État dans l’économie.....	63
§ 3. L’intervention indirecte de l’État dans l’économie.....	66
Chapitre 5	
La Révolution française et l’épopée napoléonienne (1789-1815)	
Section 1. Les idées révolutionnaires face à l’économie	71
§ 1. L’abolition de la féodalité.....	71
§ 2. Le décret d’Allarde et la suppression des corps.....	72

§ 3. La loi Le Chapelier.....	73
Section 2. Napoléon et le monde des affaires.....	74
§ 1. Présentation générale.....	74
§ 2. Le Code de commerce.....	75
Chapitre 6	
La révolution industrielle et l'industrialisation (XIX^e siècle).....	
Section 1. Naissance du droit social.....	82
Section 2. Avènement du droit <i>antitrust</i>.....	83
Section 3. Libre constitution des sociétés anonymes et extension consécutive du modèle de la responsabilité limitée.....	84
Chapitre 7	
L'époque contemporaine (XX^e siècle à nos jours).....	
Section 1. La crise financière de 1929 et l'émergence progressive d'un nouveau cadre juridique pour les rapports entre le marché et l'État : la régulation.....	91
Section 2. L'accroissement exponentiel de l'intervention directe de l'État dans l'économie.....	95
Section 3. La construction européenne.....	99
Section 4. De nouvelles révolutions techniques.....	105
Section 5. La globalisation de l'économie.....	105
TITRE 2	
LES INVARIANTS STRUCTURELS DE LA VIE DES AFFAIRES ET LEURS RÉPERCUSSIONS JURIDIQUES	
Chapitre I	
Le souci de rapidité.....	
Section 1. Le régime probatoire.....	109
Section 2. Les incoterms.....	111
Section 3. Les effets de commerce.....	112
Section 4. La faillite.....	112

Chapitre 2

L'importance du crédit..... 113

Section 1. Les exigences de publicité et de transparence..... 113

Section 2. La lettre de change..... 113

Section 3. La responsabilité limitée dans certaines sociétés dotées de la personnalité juridique..... 114

Section 4. La faillite..... 114

Chapitre 3

La tendance à la dépersonnalisation des rapports juridiques..... 117

Section 1. Les conditions générales..... 117

Section 2. La lettre de change..... 118

Section 3. La société anonyme..... 118

Section 4. Les assurances..... 119

Chapitre 4

La dimension internationale..... 121

Section 1. Les transports..... 121

Section 2. Le crédit documentaire..... 122

Section 3. La propriété intellectuelle..... 122

Section 4. L'arbitrage..... 123

Chapitre 5

La cohésion sociale du monde des affaires..... 125

Section 1. Les « classes moyennes »..... 125

Section 2. Les tribunaux de l'entreprise..... 126

Section 3. L'importance des coutumes et usages..... 127

Section 4. L'arbitrage international et les controverses relatives à la *Lex mercatoria*..... 129

TITRE 3

LES VARIABLES TEMPORELLES DE LA VIE DES AFFAIRES
ET LEURS RÉPERCUSSIONS JURIDIQUES

Chapitre 1

Rapide obsolescence du « droit commercial »..... 133

Section 1. Insuffisance de l'énumération des actes de commerce dans un contexte de grandes transformations économiques..... 133

Section 2. Activités commerciales et activités économiques..... 134

Section 3. Explosion de la propriété mobilière..... 134

Chapitre 2

Du « droit commercial » au « droit économique »..... 137

Section 1. La perspective doctrinale..... 137

§ 1. La place centrale des pouvoirs publics dans l'économie... 137

§ 2. La protection renforcée des principes juridiques fondamentaux dans une économie de marché..... 142

§ 3. L'attention accordée aux productions normatives des pouvoirs privés..... 145

Section 2. La perspective législative..... 148

Chapitre 3

Du « droit économique » au « droit des affaires »... 151

Chapitre 4

Du « droit des affaires » au « droit de l'entreprise »... 153

PARTIE 2

L'AGENT ÉCONOMIQUE PROFESSIONNEL :
DU COMMERÇANT À L'ENTREPRISE

TITRE I

LE COMMERÇANT

Chapitre 1

Qu'est-ce qu'un acte de commerce ?..... 159

Section 1. Critère objectif de la commercialité..... 159

Section 2. Caractère limitatif de l'énumération	160
Section 3. Liste hétéroclite et essai de typologie	161
§ 1. Distinction entre actes de commerce <i>objectifs</i> et actes de commerce <i>subjectifs</i>	162
§ 2. Actes de commerce par leur <i>objet</i> ou par leur <i>cause</i>	163
§ 3. Actes de commerce par la <i>forme</i>	165
§ 4. Actes de commerce par <i>relation</i>	165
Section 4. Perte du caractère commercial et requalification en actes civils	166
§ 1. Les actes civils par <i>relation</i>	166
§ 2. Les actes accomplis <i>sans but de lucre</i>	167
Section 5. Conséquences de la qualification d'« acte de commerce » – Renvoi	171
Chapitre 2	
Qu'est-ce qu'un commerçant ?	
173	173
Section 1. La qualité de commerçant personne physique	173
§ 1. La capacité.....	173
§ 2. L'exercice de l'activité commerciale sous la forme d'une « profession habituelle ».....	174
§ 3. L'exercice de l'activité au nom et pour le compte du commerçant.....	176
Section 2. La qualité de commerçant personne morale	176
§ 1. Le commerçant personne morale typique : la société dotée de la personnalité juridique et d'un objet statutaire commercial.....	177
§ 2. Des commerçants personnes morales atypiques ? « Fausses » ASBL et entreprises publiques.....	191
Section 3. Conséquences de la qualification de « commerçant » – Inadéquation entre le concept et ses prétendus effets juridiques	206
§ 1. Obligation de s'inscrire au registre de commerce.....	206
§ 2. Obligation de publicité en ce qui concernait certains actes relatifs à la vie civile.....	209

§ 3. Obligation d'avoir un compte-chèques postaux ou un compte en banque.....	209
§ 4. Obligation de tenir une comptabilité et, éventuellement, d'établir des comptes annuels.....	209
§ 5. L'application de la loi sur les faillites et de la loi relative à la continuité des entreprises.....	210
§ 6. Règles de compétence des tribunaux de commerce.....	211
§ 7. Conclusion : inadéquation de la commercialité des personnes comme critère de référence cohérent pour l'ensemble des législations pertinentes en matière économique.....	211

TITRE 2

L'ENTREPRISE

Chapitre 1

L'entreprise, une réalité économique imparfaitement saisie par le droit.....	215
---	-----

Section 1. Des principes civilistes au contrat de société.....	215
---	-----

Section 2. Du contrat de société à la société dotée de la personnalité juridique.....	217
--	-----

Section 3. De la société dotée de la personnalité juridique à l'entité comptable.....	219
--	-----

§ 1. L'entité comptable est parfois « un peu moins » qu'un sujet de droit : succursales, sujet de droit exerçant plusieurs activités économiques distinctes, sociétés sans personnalité juridique.....	219
---	-----

§ 2. L'entité comptable est parfois « un peu plus » qu'un sujet de droit : groupes de sociétés et comptes consolidés.....	220
--	-----

Section 4. De l'entité comptable à l'entité institutionnelle	237
---	-----

Chapitre 2

L'entreprise, concept juridique à part entière.....	243
--	-----

Section 1. L'émergence et le développement de la notion d'entreprise en droit positif.....	243
---	-----

Section 2. L'entreprise, concept juridique dans le droit en vigueur.....	251
---	-----

§ 1. L'acceptation formelle de la notion d'« entreprise ».....	253
--	-----

§ 2. L'acceptation matérielle de la notion d'« entreprise ».....	269
§ 3. La disparition de la notion de commerçant.....	272
§ 4. Vers une acception uniforme de la notion d'entreprise ?	275

PARTIE 3 LE MARCHÉ : LIEU DE COMPÉTITION ENTRE ENTREPRISES

TITRE I PRINCIPES GÉNÉRAUX

Chapitre 1

La liberté d'entreprendre.....281

Section 1. Fondement historique.....281

Section 2. Liberté d'entreprendre et intervention publique dans l'économie.....282

§ 1. Liberté d'entreprendre et intervention publique indirecte..282

§ 2. Liberté d'entreprendre et intervention publique directe..286

Section 3. Vers une constitutionnalisation de la liberté d'entreprendre en droit belge ?.....288

§ 1. Liberté individuelle (art. 12 Const.).....289

§ 2. Droit au libre choix d'une activité professionnelle (art. 23 Const.).....290

§ 3. Égalité et non-discrimination (art. 10 et 11 Const.).....292

§ 4. L'art. 6 loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980.....295

Chapitre 2

La liberté de concurrence.....297

Chapitre 3

Une première limite aux libertés économiques : l'intervention publique dans l'économie.....299

Section 1. L'intervention publique indirecte.....299

Section 2. L'intervention publique directe.....300

Chapitre 4

Une seconde limite : les pratiques des opérateurs privés	301
---	-----

TITRE 2

LE CONTRÔLE DE L'ACCÈS AU MARCHÉ

Chapitre 1

Un exemple de réglementation générale relative à l'accès au marché : l'obligation d'inscription à la banque-carrefour des entreprises	305
---	-----

Section 1. Principe général	305
Section 2. Architecture institutionnelle	306
Section 3. Champ d'application personnel	307
Section 4. Informations à transmettre	307
Section 5. Conséquences de l'inscription	308
Section 6. Sanctions du défaut, total ou partiel, d'inscription	309
Section 7. Publicité	309

Chapitre 2

Un exemple de réglementation spécifique relative à l'accès au marché : le secteur de la bancassurfinance	311
--	-----

Section 1. Généralités	311
Section 2. Approche historique de la réglementation en matière de bancassurfinance	315
§ 1. 1934-1935 : scission bancaire, contrôle des banques et de l'appel public à l'épargne et réglementation de l'assurance-vie.....	315
§ 2. 1956 : caisses d'épargne privée ; assurance-automobile et assurance-accidents du travail.....	318
§ 3. 1957 : les fonds communs de placement.....	319
§ 4. 1967 : le régime des sociétés à portefeuille.....	319
§ 5. 1975 : le protocole sur l'autonomie de la fonction bancaire et le contrôle général sur le secteur des assurances.....	321
§ 6. 1989 : transparence des marchés et réglementation des offres publiques d'acquisition (en abrégé, O.P.A.).....	324

§ 7.	1990 : contrôle des opérateurs de marchés financiers ; réforme des marchés financiers ; délit d'initié.....	330
§ 8.	1993 : harmonisation bancaire européenne.....	335
§ 9.	1995 : réforme complémentaire des marchés financiers...	335
§ 10.	1999-2000 : création d'Euronext.....	335
§ 11.	Depuis 2002 : l'évolution des structures de contrôle du secteur financier.....	338
Section 3.	Laisser-faire, laisser passer ; réglementation ; régulation.....	365
Chapitre 3		
L'incidence de la protection européenne de la liberté d'établissement et de la libre prestation de services sur les limites de l'accès au marché ... 369		
Section 1.	Le droit d'établissement (art. 49 TFUE) : présentation générale.....	370
Section 2.	Les conséquences du droit d'établissement sur le plan de l'accès aux marchés.....	373
TITRE 3		
LE CONTRÔLE DE L'EXERCICE DES ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES		
Chapitre 1		
La répression de la concurrence déloyale ... 381		
Section 1.	L'évolution du droit positif belge.....	381
Section 2.	Pratiques du marché entre entreprises : concurrence déloyale, réglementation de la publicité comparative et encadrement des contrats.....	398
§ 1.	Les actes contraires aux pratiques honnêtes du marché...	399
§ 2.	Réglementation de la publicité comparative.....	416
§ 3.	Les clauses abusives entre entreprises.....	418
Chapitre 2		
Le droit antitrust 425		
Section 1.	Présentation générale et évolutions institutionnelles et procédurales.....	425

Section 2. Le droit européen de la concurrence	432
§ 1. Le domaine d'application du droit européen de la concurrence et la répartition des compétences entre les autorités de concurrence nationales et la Commission.....	433
§ 2. Le droit commun de la concurrence.....	438
§ 3. Le droit « public » de la concurrence.....	465
Section 3. Le droit belge de la concurrence	502
§ 1. Présentation générale.....	502
§ 2. Le système mis en place par la loi du 5 août 1991 et les lois du 26 avril 1999.....	503
§ 3. De la réforme du système par la loi du 15 septembre 2006 au régime actuel codifié dans le Livre IV CDE (« Protection de la concurrence »).....	507
§ 4. L'instauration d'une nouvelle interdiction en droit belge par la loi du 4 avril 2019 : l'abus de dépendance économique.....	513

Chapitre 3

La réglementation des prix	517
---	-----

PARTIE 4

LE CONTRAT : INSTRUMENT DE COLLABORATION ENTRE ENTREPRISES

TITRE I

LES INTERMÉDIAIRES COMMERCIAUX ET LA DISTRIBUTION

Chapitre I

Contrôle fort et coûts élevés : le représentant de commerce et la filiale de commercialisation	525
---	-----

Section 1. Le représentant de commerce	525
---	-----

Section 2. La filiale de commercialisation	527
---	-----

Chapitre 2

Contrôle faible et coûts peu élevés : les contrats d'entremise traditionnels ou la collaboration occasionnelle.....529

Section 1. Le contrat de commission	529
§ 1. Définition et intérêt économique de la commission.....	529
§ 2. Traits caractéristiques du contrat de commission.....	530
§ 3. De quelques aspects juridiques particuliers du contrat de commission.....	532
Section 2. Le contrat de courtage	535
§ 1. Définition et intérêt économique du courtage.....	535
§ 2. Traits caractéristiques du contrat de courtage.....	536
§ 3. De quelques aspects juridiques particuliers du contrat de courtage.....	537

Chapitre 3

Contrôle fort et coûts peu élevés : les contrats de distribution intégrée (agence, concession, franchise, distribution sélective) ou la collaboration permanente.....539

Section 1. Le contrat d'agence	539
§ 1. Définition et problèmes de frontière avec d'autres contrats.....	539
§ 2. Le régime juridique de l'agence antérieur à la loi du 13 avril 1995	541
§ 3. Le titre I ^{er} du Livre X du CDE.....	544
Section 2. Le contrat de concession de vente	548
§ 1. Traits caractéristiques de la concession de vente.....	548
§ 2. Concessions de vente exclusive et droit de la concurrence.....	552
§ 3. Concessions de vente exclusive et protection de la partie faible.....	556
Section 3. Le contrat de franchise	567
§ 1. Définition et traits caractéristiques de la franchise de distribution.....	567
§ 2. Franchise de distribution et droit de la concurrence.....	572

§ 3. Franchise de distribution et protection de la partie faible.....	575
Section 4. La distribution sélective.....	583
§ 1. Définition et traits caractéristiques de la distribution sélective.....	583
§ 2. Distribution sélective et droit de la concurrence.....	584
Section 5. Accords verticaux et droit européen de la concurrence.....	592

TITRE 2

LES EFFETS DE COMMERCE

Chapitre I

La lettre de change.....	603
--------------------------	-----

Section 1. Présentation générale.....	603
Section 2. Origine, cadre normatif, fonctions et rigueur cambiaire.....	605
§ 1. Définition, origine et développements.....	605
§ 2. Cadre normatif.....	606
§ 3. Fonctions de la lettre de change.....	607
§ 4. La rigueur cambiaire.....	610
Section 3. L'émission de la lettre de change (naissance des engagements du tireur).....	611
§ 1. Remarque liminaire.....	611
§ 2. Conditions de forme.....	611
§ 3. Conditions de fond.....	616
§ 4. Sanctions.....	617
§ 5. Différents types d'émission.....	618
§ 6. Moment où les conditions prévues à peine de nullité doivent être remplies.....	619
§ 7. Effets de l'émission.....	619
Section 4. La transmission de la lettre de change (naissance des engagements des endosseurs).....	620
§ 1. Introduction.....	620
§ 2. Transmission par endossement.....	620

§ 3. Autres types de transmission.....	622
§ 4. Effet de la transmission.....	623
Section 5. L'acceptation de la lettre de change (naissance des engagements du tiré).....	623
§ 1. Notion.....	623
§ 2. Conditions de fond.....	624
§ 3. Conditions de forme.....	624
§ 4. Effets de l'acceptation.....	624
§ 5. Garants de l'acceptation – recours avant l'échéance.....	624
Section 6. Paiement de la traite par le tiré.....	625
§ 1. Modalités du paiement.....	625
§ 2. Effets du paiement.....	625
§ 3. Garants du paiement – Recours après l'échéance.....	626
Section 7. Inopposabilité des exceptions.....	626
§ 1. Introduction.....	626
§ 2. Portée de la règle.....	627
Section 8. Recours du porteur contre les garants.....	629
§ 1. Introduction.....	629
§ 2. Recours avant l'échéance.....	629
§ 3. Recours à l'échéance.....	632
Section 9. Solidarité cambiaire.....	635
§ 1. Principe.....	635
§ 2. Originalité du fondement par rapport à la solidarité de droit civil.....	635
§ 3. Originalité du mécanisme par rapport à la solidarité de droit civil.....	635
Section 10. Déchéances et prescriptions.....	638
§ 1. Causes de déchéance.....	638
§ 2. Prescriptions.....	638
Section 11. Compétence.....	639

Chapitre 2	
Le billet à ordre	641
Chapitre 3	
Le chèque	643
Section 1. Définition et règles applicables	643
Section 2. Fonction	644
Section 3. Nature juridique du chèque	644
Section 4. La provision	645
Section 5. Privilège du porteur du chèque	646
§ 1. Principe.....	646
§ 2. Exercice du privilège du porteur et faillite du tiré.....	647
TITRE 3	
LES CRÉDITS BANCAIRES	
Chapitre 1	
Présentation générale	651
Section 1. La notion de contrat de crédit	651
Section 2. Brève histoire du crédit commercial	652
Section 3. Le prêt à intérêt dans le Code civil et les crédits entre entreprises	654
Chapitre 2	
De quelques opérations de crédit particulières	657
Section 1. Le compte courant	657
§ 1. Définition.....	657
§ 2. Utilité.....	658
§ 3. Les éléments essentiels du compte courant.....	658
§ 4. La clôture du compte courant.....	659
Section 2. Le contrat d'ouverture de crédit	660
§ 1. Définition et traits caractéristiques.....	660
§ 2. Obligations des parties.....	661
§ 3. Fin du contrat d'ouverture de crédit.....	663

Section 3. L'escompte-cédant	664
Section 4. L'escompte – fournisseur	665
Section 5. Le crédit d'acceptation	667
Section 6. Le crédit documentaire	668

TITRE 4

LES CARTES ET SERVICES DE PAIEMENT

Chapitre I

Les services de paiement	673
---------------------------------------	-----

Section 1. Généralités	673
Section 2. Les principaux mécanismes de paiement	675
§ 1. Le virement.....	675
§ 2. La domiciliation bancaire.....	680
§ 3. Le paiement par carte.....	681

TITRE 5

LA FACTURE

Chapitre I

Présentation et définition	691
---	-----

Chapitre 2

Fonctions attachées à l'émission d'une facture	693
---	-----

Section 1. Une fonction comptable	693
Section 2. Une fonction incitative	694
Section 3. Une fonction reconnitive	694
Section 4. Une fonction fiscale	695
Section 5. Une fonction probatoire	695
Section 6. Une fonction de garantie	696

Chapitre 3

Les mentions à libeller sur la facture	697
---	-----

Chapitre 4

La valeur probante de la facture acceptée	699
--	-----

Section 1. La réception de la facture	700
--	-----

Section 2. L'acceptation de la facture	700
§ 1. L'acceptation explicite.....	700
§ 2. L'acceptation implicite.....	700
§ 3. La protestation.....	701

Chapitre 5

Les conditions générales sur facture et leur opposabilité	703
--	-----

Chapitre 6

L'affacturage	705
----------------------------	-----

Chapitre 7

La facture électronique	707
--------------------------------------	-----

PARTIE 5

LE RISQUE : DU REDRESSEMENT À LA LIQUIDATION DES ENTREPRISES EN DIFFICULTÉ

TITRE I

INTRODUCTION GÉNÉRALE

Chapitre 1

Genèse et évolution du droit des entreprises en difficulté	713
---	-----

Chapitre 2

Les fonctions du droit des entreprises en difficulté ...	723
---	-----

Section 1. Une fonction de sanction du débiteur défaillant	724
---	-----

Section 2. Une fonction de règlement des créanciers	724
--	-----

Section 3. Une fonction de sauvetage de l'entreprise en difficulté par le sacrifice – à tout le moins provisoire – des créanciers et de maintien de la valeur de l'entreprise (notion de <i>Pre-pack</i>)	725
--	-----

TITRE 2 PRINCIPES GÉNÉRAUX

Chapitre 1

Champ d'application *rationae personae*..... 729

Section 1. Généralités : toutes les entreprises au sens formel, sauf les personnes morales de droit public..... 729

Section 2. Focus sur les titulaires de professions libérales..... 730

§ 1. Règles de procédure..... 733

§ 2. Alerte précoce, chambres des entreprises en difficulté et médiation d'entreprise..... 733

§ 3. Procédure de réorganisation judiciaire et transfert sous autorité judiciaire..... 734

§ 4. Faillite et responsabilité des dirigeants..... 735

Chapitre 2

Règles de procédure..... 737

Section 1. Compétence des tribunaux de l'insolvabilité..... 737

Section 2. Autres règles de procédure..... 740

Chapitre 3

Informatisation des procédures d'insolvabilité (le registre)..... 743

Chapitre 4

Les praticiens de la liquidation et de la réorganisation..... 749

Section 1. Le praticien de la liquidation..... 750

Section 2. Le praticien de la réorganisation..... 754

TITRE 3

LE REDRESSEMENT DES ENTREPRISES EN DIFFICULTÉ

Chapitre 1

Alerte précoce, chambre des entreprises en difficulté, conciliation et médiation d'entreprise... 761

Section 1. Alerte précoce..... 763

Section 2. Chambre des entreprises en difficulté	768
§ 1. La mission classique de la chambre des entreprises en difficulté : prévention et dépistage.....	768
§ 2. La conciliation et la médiation d'entreprise.....	772
Chapitre 2	
Mesures provisoires	
Section 1. Désignation d'un praticien de la réorganisation sur la base de l'art. XX.30 CDE	782
Section 2. Désignation d'un administrateur provisoire sur la base de l'art. XX.32 CDE	787
Chapitre 3	
L'accord amiable hors réorganisation judiciaire	
Section 1. Conclusion de l'accord amiable	791
Section 2. Homologation de l'accord amiable	793
Chapitre 4	
Réorganisation judiciaire	
Section 1. Les règles communes aux PRJ publiques et privées	799
Section 2. La PRJ publique	801
§ 1. Les dispositions générales applicables à la PRJ publique.....	802
§ 2. Les dispositions particulières applicables à la PRJ publique.....	844
Section 3. La PRJ privée	883
§ 1. La demande et l'ouverture de la procédure.....	884
§ 2. La première phase : négociations et préparation de l'accord amiable ou collectif.....	886
§ 3. La seconde phase : la conclusion de l'accord amiable ou collectif.....	889

TITRE 4

LA LIQUIDATION DES ENTREPRISES EN DIFFICULTÉ

Chapitre I

Le transfert sous autorité judiciaire	
Section 1. Nature de la procédure	903

Section 2. Demande de transfert	906
§ 1. Le transfert sous autorité judiciaire introduit par le débiteur : « le transfert volontaire ».....	906
§ 2. Le transfert d'entreprise ordonné par le tribunal à l'initiative du ministère public ou d'un tiers : « le transfert imposé ».....	908
Section 3. Jugement ordonnant le transfert et désignation d'un mandataire de justice	909
Section 4. Organisation du transfert	911
Section 5. Issue de la procédure (désintéressement des créanciers et clôture de la procédure)	919
Section 6. Décharge du débiteur personne physique – Suppression par la loi du 7 juin 2023	921
Chapitre 2	
La préparation privée de faillite	
Section 1. Nature de la procédure	923
Section 2. Demande et ouverture de la procédure	924
Section 3. Le déroulement et l'issue de la procédure	926
Chapitre 3	
La faillite	
Section 1. Les organes de la faillite	929
§ 1. Le tribunal de l'entreprise.....	930
§ 2. Le président du tribunal de l'entreprise.....	932
§ 3. Le ministère public.....	933
§ 4. Le curateur.....	934
§ 5. Le juge-commissaire.....	944
Section 2. La déclaration de faillite	947
§ 1. Les conditions de la faillite.....	947
§ 2. L'introduction de l'instance.....	950
§ 3. Le jugement du tribunal de l'entreprise.....	955
§ 4. Les voies de recours.....	958
§ 5. L'introduction et l'instruction du recours.....	959

§ 6. Faillite rapportée.....	959
Section 3. Les conséquences du jugement déclaratif de faillite	960
§ 1. Dessaisissement du débiteur failli.....	960
§ 2. Inopposabilité de certains actes accomplis pendant la période suspecte.....	964
§ 3. Exigibilité immédiate des dettes non encore échues du failli : la cristallisation du passif.....	967
§ 4. Suspension du cours des intérêts.....	968
§ 5. Suspension des saisies et voies d'exécution à l'égard de certaines catégories de créanciers.....	969
§ 6. Le sort des sûretés personnelles du failli et de ses proches.....	976
§ 7. Création d'une situation de concours et principe d'égalité entre créanciers.....	977
Section 4. L'administration de la faillite	982
§ 1. Généralités.....	982
§ 2. La gestion de la faillite.....	982
§ 3. La déclaration et la vérification des créances.....	990
Section 5. La procédure sommaire de clôture	993
Section 6. La liquidation de la faillite	995
Section 7. Les droits des créanciers	997
§ 1. Les co-obligés et cautions du failli.....	997
§ 2. Les créanciers gagistes et privilégiés sur meubles.....	997
§ 3. Les créanciers hypothécaires.....	998
§ 4. Les créanciers chirographaires.....	998
§ 5. Le créancier propriétaire (clause de réserve de propriété).....	998
Section 8. La clôture de la faillite	1000
§ 1. La clôture proprement dite.....	1000
§ 2. L'effacement du solde des dettes du failli.....	1001
§ 3. Le sort des proches, sûretés personnelles ou codébiteurs du failli.....	1010

Section 9. Les cas de responsabilité des dirigeants de personnes morales visés par le Livre XX CDE et les interdictions professionnelles	1015	
§ 1. Action en responsabilité pour faute grave et caractérisée ayant conduit à la faillite.....	1015	
§ 2. Action en responsabilité pour non-paiement des cotisations sociales.....	1019	
§ 3. Action en responsabilité pour poursuite déraisonnable de l'activité.....	1020	
§ 4. Interdictions et réhabilitation du failli.....	1021	
Section 10. Sanctions pénales	1025	
Chapitre 4		
La dissolution judiciaire comme alternative à la faillite		1029